

Communiqué de l'AFEF

Le choc de l'assassinat d'un de nos collègues dans son établissement nous a plongés, nous, professeur-e-s de français, dans une sidération sans mesure. L'émotion est trop forte pour dire l'horreur de cet acte de barbarie qui laisse toute notre communauté éducative en deuil et inconsolable. Le temps du recueillement est nécessaire, et l'AFEF s'associe à la douleur des proches de notre collègue Dominique Bernard.

Professeur de lettres au lycée Gambetta-Carnot d'Arras, Dominique Bernard a été tué « au hasard », parce qu'il se trouvait là pour faire barrage au couteau qui menaçait les élèves présents derrière lui. Il a été tué par un jeune adulte, ancien élève de l'établissement, qui en connaissait les règles, les lieux, les personnes, par un jeune adulte inscrit au fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT), contrôlé hier. Trois ans après l'assassinat de Samuel Paty, avons-nous besoin de cette nouvelle horreur pour nous souvenir ?

Qu'a fait l'école pour que les élèves qu'elle a formés se retournent contre elle ? Peut-elle seule faire barrage aux actes terroristes ? Certes non. Mais notre mission de professeur-e-s de français est particulièrement mise à mal. Notre métier et notre engagement sont d'enseigner l'émancipation par la langue, la parole, la culture, l'écriture, la lecture. Ils sont de leur apprendre à penser, réfléchir, vivre ensemble, quels que soient leurs milieux, origines, confessions, cultures. Les valeurs communes de liberté d'opinion, d'égalité filles-garçons, de respect, d'égalité des chances que nous enseignons, avec nos collègues de toutes disciplines, sont des principes à abattre pour le terrorisme islamique, au nom duquel des individus isolés frappent autour de nous.

Le recueillement nous invite aussi à refaire cohésion par des espaces de parole avec nos élèves, pour dire et laisser dire l'émotion, et pour mettre des mots sur l'inexprimable. Nous ne pouvons retourner dans nos classes sans un temps d'arrêt, une pause pour que la communauté éducative tout entière se dresse, unie, contre l'horreur terroriste. Nous ne pouvons pas retourner dans nos classes sans l'assurance d'avoir des temps indispensables pour cultiver l'empathie et nous unir pour faire corps.

Nous demandons que le matin du lundi 16 octobre, les élèves soient accueillis sur un temps banalisé où la parole puisse circuler. C'est un triste anniversaire, notre révolte ne peut pas être éludée lors de ce deuxième assassinat.

Viviane Youx, présidente

Pour l'AFEF (Association française pour l'enseignement du français, de la maternelle à l'université)